

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE
ET DE SECOURS DE LA GUADELOUPE DU 16 SEPTEMBRE 2026**

DELIBERATION N°2026/1609-15

***Objet : REVISION DU TAUX DE L'INDEMNITE FORFAITAIRE POUR TRAVAUX
SUPPLEMENTAIRES (IFTS) DES SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS PAR
L'ATTRIBUTION DU TAUX MAXIMAL AUX FONCTIONS DE MEDECIN-CHEF
ET MEDECIN-CHEF ADJOINT***

L'an deux mille vingt-six et le 16 septembre à 11h, le Bureau du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Guadeloupe s'est réuni à la Direction du SDIS de la Guadeloupe sise 10 rue Georges BIRAS, Parc d'Activités « la Providence », ZAC de Dothémare – 97139 Les Abymes, et simultanément par visioconférence, sous la présidence de Monsieur Henry ANGELIQUE, Président du Conseil d'Administration, par suite de sa convocation en date du 08 septembre 2026 envoyée aux membres de cette instance, au vu de l'urgence, par courriel le 11 septembre 2026.

Bureau du Conseil d'Administration du SDIS Séance du 16 septembre 2026 <u>Liste des présents</u>			
<u>Membres du Bureau du CASDIS</u>			
Nom	Prénom	Fonction	Modalités de participation à la séance
ANGELIQUE	Henry	Président du CASDIS	Présentiel
THOMAS	Fabienne	1 ^{ère} vice-présidente	Visioconférence
THEOBALD-PONCHATEAU	Marie-Yveline	3 ^{ème} vice-présidente	Visioconférence
<u>Liste des personnes invitées par le Président du Conseil d'Administration à assister à la séance du Bureau</u>			
Nom	Prénom	Fonction	Modalités de participation à la séance
C.G MONTGENIE	Sylvain	DD SIS	Présentiel
COL LEROY	Guillaume	DDA	Présentiel
ZORA	Christen	Cheffe du GRH	Présentiel
LCL BRUDEY	Guillaume	Chef du GTO	Présentiel
COLLIDOR	Nadia	Cheffe du SCP	Présentiel

Secrétaire de séance : Madame Fabienne THOMAS, 1^{ère} vice-présidente

Le Bureau du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Guadeloupe,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique notamment les articles L.712-1 et L714-4,

Vu le décret n°90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels, notamment l'art. 6-7,

Vu le décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 modifié relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés,

Vu le décret n°2016-2003 du 30 décembre 2016 modifié relatif à l'emploi de directeur départemental et directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours,

Vu l'arrêté du 12 mai 2014 fixant les montants moyens annuels de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés (JO du 14 mai 2014),

Vu la délibération n°3 du CASDIS portant revalorisation de l'IFTS pour les personnels de la catégorie A et B du SDIS 971 en date du 07 juillet 2004,

Vu la délibération du Bureau du CASDIS n°2020/1006-06 portant modalités de versement du régime indemnitaire en date du 10 juin 2020,

Vu la délibération du Bureau du CASDIS n°2023/2203-03 portant révision du taux de l'Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires (IFTS) des Sapeurs-Pompiers Professionnels en date du 22 mars 2023,

Considérant que l'Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires (IFTS) est indissociable de la notion de fonction et qu'elle a pour finalité de compenser forfaitairement l'importance des sujétions auxquels l'agent est appelé à faire face dans l'exercice de ses fonctions,

Considérant par ailleurs, s'agissant du taux de cette indemnité, le taux maximal est attribué aux fonctions les plus complexes autrement dit celles qui sont appelées à la direction du corps des sapeurs-pompiers sur tous les plans (technique, administratif et opérationnel),

Considérant que les fonctions de médecin-chef et de médecin-chef adjoint présentent un niveau de responsabilités, de sujétions et de technicité justifiant leur classement au niveau maximal de cette prime,

Considérant qu'en outre l'attribution du taux maximal de la prime contribue à renforcer l'attractivité des fonctions de médecin-chef, sous-directeur de la santé, et de médecin-chef adjoint, au regard du niveau de responsabilités exercées et des difficultés de recrutement et de fidélisation sur ces emplois,

Considérant que le coefficient retenu doit être compris entre 0 et 8,

Vu l'avis favorable rendu par le Comité Social Territorial lors de sa séance du 16 septembre 2026 tenue en amont du présent Bureau,

Sur le rapport du Président,

APRES EN AVOIR DEBATTU ET DELIBERE

Article 1 : Bénéficiaires

L'Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires (IFTS) est attribuée aux fonctionnaires stagiaires et titulaires relevant de la filière sapeurs-pompiers professionnels. Selon leur grade, les bénéficiaires sont classés en trois catégories prévues par les textes en vigueur :

Catégories	Grades
1^{ère} catégorie fonctionnaires de cat. A appartenant à un grade dont l'IB terminal > 821	• Contrôleur général • Colonel hors classe • Colonel • Lieutenant-colonel • Commandant • Médecin et pharmacien de cl exceptionnelle • Médecin et pharmacien hors classe • Infirmier hors classe
2^{ème} catégorie fonctionnaires de cat. A appartenant à un grade dont l'IB terminal est au plus égal à 821	• Capitaine • Médecin et pharmacien de cl normale • Infirmier
3^{ème} catégorie fonctionnaires de cat. B dont l'IB > 380	• Lieutenant hors classe • Lieutenant 1^{ère} classe • Lieutenant 2^{ème} classe

Article 2 : Coefficient maximal d'attribution retenu par critère

Fonctions	Coefficients retenus
DDIS, DDA	
Médecin-chef, Médecin-chef adjoint	8
Chef de CIS îles	7,5
Autres fonctions	7

Les montants annuels de référence servant au calcul de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaire, par application du coefficient multiplicateur, sont fixés par voie d'arrêté et sont indexés sur la valeur du point d'indice de la fonction publique.

Article 3 : Répartition individuelle

L'attribution individuelle est modulable dans la limite du crédit global, prévu à l'article 5, afférent à cette prime. L'autorité territoriale détermine par voie d'arrêté le montant individuel de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaire et ce, dans les limites de coefficients fixées par l'article 2 de la présente délibération.

Article 4 : Conditions d'attribution et de versement

L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires est versée mensuellement.

En cas d'absence, l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires sera attribuée selon les dispositions prévues aux articles 2 et 3 de la délibération du Bureau du CASDIS n°2020/1006-06 portant modalités de versement du régime indemnitaire en date du 10 juin 2020 susvisée.

Article 5 : Crédit global

Le crédit global de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires résulte du produit entre les montants de référence annuels indexés sur la valeur du point d'indice de la fonction publique et les coefficients retenus et afférents à chaque catégorie, multiplié par l'effectif des membres de chaque catégorie.

Catégorie	Effectifs*	Crédit global (€)
Catégorie 1	26	284 875,56
Catégorie 2	8	64 224,72
Catégorie 3	44	281 814,18
Total général	78	630 914,46

*Emplois budgétaires réellement pourvus au 01/01/2026, seuls les temps non complets étant proratisés.

Il est prévu que les changements de fonctions (*identifié comme critère*) et les emplois ouvrant droit à cette indemnité créés par la suite, feront évoluer voire augmenteront le crédit global dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 6 : Cumul

L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaire est non cumulable avec l'indemnité d'administration et de technicité, et une autre indemnité visant à compenser les travaux supplémentaires. Elle est également non cumulable avec un logement concédé par nécessité absolue de service ou en casernement.

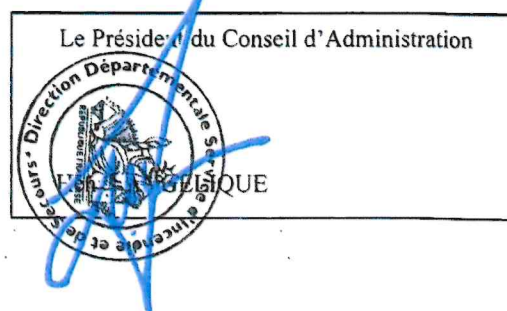
Article 7 : Crédits budgétaires

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget de l'établissement.

Article 8 : Monsieur le Président du Conseil d'Administration, le Payeur Départemental, le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Guadeloupe, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération, qui sera enregistrée et publiée au recueil des actes administratifs du SDIS de la Guadeloupe et sur le site internet du SDIS 971.

Article 9 : Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, le tribunal administratif de la Guadeloupe peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération dans un délai de deux mois à compter de sa publication ; le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

VOTE DU BUREAU DU CASDIS	
En exercice	05
Présents	03
Votants	03
RESULTAT DE VOTE	
Voix pour	03
Voix contre	00
Abstention	00



Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

Publié le :